

Rang 30 : kinderverzorgster;
medisch assistente-kinderverzorgster;
klerk-stenotypist(e);
klerk-typist(e);
klerk;
opvoeder 3e klasse van een medisch-pedagogisch instituut.

Niveau 4 :

Rang 44 : hoofdbeambte.
Rang 43 : eerstaanwendend beambte;
eerstaanwendend hoofdkamerbewaarder.

Rang 42 : hoofdkamerbewaarder;
typist(e);
telefonist(e);
expeditionair;
klasseerder.

Rang 41 : eerstaanwendend bode-kamerbewaarder.

Rang 40 : bode-kamerbewaarder.

B. Meesters-, vak- en dienstpersoneel :

Niveau 4 :

Rang 44 : eerste vakman A.

Rang 43 : eerste vakman.

Rang 42 : geschoold werkman B;
amanuensis;
autobestuurder-mecanicien.

Rang 41 : geschoold werkman A;
eerstaanwendend hulparbeider.

Rang 40 : hulparbeider B;
hulparbeider.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 30 november 1997.

Art. 3. De Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid het Kind behoort, en de Minister van Ambtenarenzaken zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 januari 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



F. 98 — 541

[C - 98/29076]

**12 JANVIER 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993, notamment les articles 13 et 96;

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, tel que modifié, notamment l'article 19;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 28 mars 1991 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communautés et de Régions et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, modifié par l'arrêté royal du 22 mai 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Vu le protocole n° 182 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 21 octobre 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 septembre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 septembre 1997;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 25 septembre 1997;

Vu la délibération du Gouvernement du 29 septembre 1997 réclamant communication de l'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 17 décembre 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente, ayant l'Enfance dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement du 5 janvier 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable au personnel statutaire de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, ci-après dénommé l'Office.

CHAPITRE Ier. — *Dispositions générales*

Art. 2. Sous réserve des modalités fixées par le présent arrêté, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, sont applicables aux membres du personnel statutaire de l'Office.

Les dispositions qui modifient, complètent ou remplacent les dispositions des arrêtés repris à l'alinéa précédent sont applicables de plein droit au personnel visé à l'article 1^{er}, sauf si elles affectent des dispositions qui ont fait l'objet des mesures d'adaptation prévues au présent arrêté.

Pour l'application au personnel visé à l'article 1^{er}, des règles ci-dessus, il y a lieu de substituer aux mots "Agents des Services du Gouvernement" qui figurent dans celles-ci, les mots "membres du personnel statutaire".

CHAPITRE II. — *Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement*

Art. 3. L'article 1^{er} doit se lire comme suit :

« Article 1^{er}. La qualité de membre du personnel statutaire de l'Office est reconnue à tout membre du personnel qui y est occupé à titre définitif. »

Art. 4. A l'article 2, le paragraphe 1^{er} doit se lire comme suit :

« § 1^{er}. Chaque membre du personnel statutaire est nommé à un grade, conformément au tableau figurant en annexe II au présent arrêté, qui le situe dans un rang et dans une catégorie et qui l'habilite à occuper un des emplois prévus au cadre de l'Office et qui correspond à ce grade. »

Dans le même article, le paragraphe 2, 1^o doit se lire comme suit :

« au niveau 1 : cinq rangs désignés par les numéros 10 à 12 et 15 à 16. »

Art. 5. L'article 3 n'est pas applicable.

Art. 6. L'article 6 doit se lire comme suit :

« Article 6. La catégorie des fonctionnaires généraux est constituée des agents titulaires d'un grade classé aux rangs 16 et 15. »

Art. 7. Les articles 7 à 10 ne sont pas applicables.

Art. 8. L'article 11 doit se lire comme suit :

« Article 11. Il existe, au sein de l'Office, un Conseil de direction composé des agents titulaires des grades classés aux rangs 16, 15 et 12.

Il est présidé par l'administrateur général ou en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, par l'administrateur général adjoint.

Toute décision individuelle prise à l'égard d'un membre du personnel par le Conseil de direction a lieu au scrutin secret. »

Art. 9. L'article 12 n'est pas applicable.

Art. 10. L'article 16 doit se lire comme suit :

« Article 16. Le Bureau peut déclarer vacant tout emploi du rang le moins élevé de chaque niveau définitivement dépourvu de titulaire ou tout emploi du même rang qui sera définitivement dépourvu de titulaire dans les six mois à venir en vue d'y pourvoir par recrutement. »

Art. 11. A l'article 19, l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er} doit se lire comme suit :

« Ils sont appelés en service en qualité de stagiaires, avec jouissance de tous leurs droits administratifs et pécuniaires, au plus tard le premier jour du troisième mois suivant celui au cours duquel le Secrétaire permanent au recrutement a mis les intéressés à la disposition de l'Office. »

Dans le même article, le paragraphe 2 doit se lire comme suit :

« Le stagiaire relève, pendant la durée de son stage, de l'administrateur général. Il effectue son stage conformément à l'article 24. »

Art. 12. L'article 23 doit se lire comme suit :

« Article 23

§ 1^{er}. Le stage des candidats aux niveaux 1 et 2+ est accompli sous la maîtrise d'un Collège de stage composé :

— de l'administrateur général;

— de l'administrateur général adjoint;

— du supérieur hiérarchique immédiat de rang 15 au moins sous l'autorité duquel est placé le stagiaire.

§ 2. Le stage des candidats aux autres niveaux est accompli sous la maîtrise conjointe d'un maître de stage et du supérieur hiérarchique immédiat.

§ 3. Un maître de stage est désigné par le Bureau, parmi les agents de l'Office titulaires d'un grade de rang 10 au moins et ayant suivi un programme de formation dont le contenu est arrêté par le fonctionnaire général dirigeant le Service général de la Fonction publique des Services du Gouvernement. »

Art. 13. L'article 28 doit se lire comme suit :

« Article 28. Dans le cas visé à l'article 26, 1^o, le stagiaire est nommé par l'autorité à laquelle appartient le pouvoir de nomination en qualité de membre du personnel statutaire, au grade auquel il s'est porté candidat. Il est affecté à un emploi de son grade et de sa catégorie inscrit au cadre de l'Office. »

Art. 14. A l'article 29, l'alinéa 2 doit se lire comme suit :

« Si l'admission au stage est retardée parce qu'une enquête s'impose pour apprécier si la conduite du stagiaire est irréprochable, et si le stagiaire est dépassé à l'Office par un ou plusieurs lauréats du même concours classés après lui, il prend toutefois rang à la date à laquelle ce lauréat ou le mieux classé de ces lauréats a commencé son stage. »

Art. 15. L'article 37 doit se lire comme suit :

« Article 37. Sauf en ce qui concerne la promotion en carrière plane, le Bureau peut déclarer vacant tout emploi dépourvu de titulaire ou tout emploi qui sera définitivement dépourvu de titulaire dans les six mois à venir en vue d'y pourvoir par promotion, par changement de grade, par changement de catégorie ou par mutation. »

Art. 16. Les articles 46, 47 et 48 ne sont pas applicables.

Art. 17. Le paragraphe 2 de l'article 49 n'est pas applicable.

Art. 18. Les articles 50 à 53 ne sont pas applicables.

Art. 19. A l'article 69, l'alinéa 1 doit se lire comme suit :

« Par mutation, il faut entendre le changement d'affectation d'un agent vers un emploi du même grade et de la même catégorie que le sien au cadre de l'Office. »

Art. 20. L'article 71 doit se lire comme suit :

« Article 71. Il est publié un organigramme de l'Office reprenant sa structure, avec indication des responsables.

Il est procédé à une nouvelle publication à chaque modification de la structure de l'Office. »

Art. 21. L'article 72 n'est pas applicable.

Art. 22. L'article 94 n'est pas applicable.

Art. 23. L'article 96 doit se lire comme suit :

« Article 96. Le Bureau exerce le rôle dévolu aux supérieurs hiérarchiques par les articles 87, 88 et 90 à l'égard des fonctionnaires généraux de l'Office. »

Art. 24. L'article 97 doit se lire comme suit :

« Article 97. La Chambre de recours des fonctionnaires généraux visée à l'article 118 est compétente pour l'examen des recours introduits dans le cadre de la procédure d'évaluation des fonctionnaires généraux de l'Office. La décision d'attribution de l'évaluation est prise par le Gouvernement. »

Art. 25. L'article 98 doit se lire comme suit :

« Article 98. L'évaluation de l'administrateur général et de l'administrateur général adjoint est réalisée conformément aux dispositions de l'article 96. Toutefois, le droit de recours s'exerce directement devant le Gouvernement qui prend la décision finale. »

Art. 26. L'article 106 doit se lire comme suit :

« Article 106. Il est institué une Chambre de recours de l'Office, compétente pour les membres du personnel statutaire de l'Office, à l'exception des fonctionnaires généraux. »

Art. 27. A l'article 107, le paragraphe 4 doit se lire comme suit :

« § 4. Les président et président suppléant composant la Chambre de recours compétente pour les agents des Services du Gouvernement, assument les mêmes fonctions au sein de la Chambre de recours visée à l'article 106.

Dans le même article, le paragraphe 5 doit se lire comme suit :

« Les assesseurs et assesseurs suppléants sont désignés pour moitié par les organisations syndicales représentatives représentées au Comité de négociation de Secteur XVII, à raison d'un assesseur et de deux assesseurs suppléants par organisation syndicale. Pour l'autre moitié, ils sont désignés par le Gouvernement.

Les assesseurs sont choisis parmi les membres du personnel statutaire de l'Office, âgés de 35 ans au moins et comptant une ancienneté de service de cinq ans. A défaut de membre du personnel statutaire remplissant cette condition, il peut y être dérogé. Ils ne peuvent faire l'objet d'une mention d'évaluation défavorable ou d'une mention d'évaluation réservée. »

Art. 28. L'article 119 n'est pas applicable.

Art. 29. L'article 120 doit se lire comme suit :

« Article 120. Les emplois du cadre de l'Office sont globalisés, au moins au niveau des Services généraux de l'administration centrale. »

Art. 30. A l'alinéa 2 de l'article 124, les mots "sous-inspectrice et inspectrice" sont insérés entre les mots "d'infirmier en chef" et les mots "ou de délégué permanent en chef à la protection de la jeunesse".

Art. 31. Au point 5 de l'article 125, les mots "sous-inspectrice" et "inspectrice" sont insérés entre les mots "d'infirmier en chef" et les mots "ou de délégué permanent en chef à la protection de la jeunesse".

Art. 32. L'article 133 n'est pas applicable.

Art. 33. A l'annexe I, le littéra « A. Fonctionnaires généraux ou fonctionnaires générales » est remplacé par le littéra suivant :

« A. Fonctionnaires généraux ou fonctionnaires générales :

16. Administrateur général ou administratrice générale.

16. Administrateur général adjoint ou administratrice générale adjointe.

16. Directeur général ou directrice générale.

15. Directeur général adjoint ou directrice générale adjointe. »

Art. 34. A l'annexe II :

1° la mention :

« 1	16	administrateur général adjoint ou administratrice générale adjointe	fonctionnaire général	1	16	administrateur général adjoint »
-----	----	---	-----------------------	---	----	----------------------------------

est insérée entre les mentions :

« 1	16	administrateur général ou administratrice générale	fonctionnaire général	1	16	administrateur général »
-----	----	--	-----------------------	---	----	--------------------------

et

« 1	16	directeur général ou directrice générale	fonctionnaire général	1	16	directeur général »;
-----	----	--	-----------------------	---	----	----------------------

2° les mentions :

« 2+	27	inspectrice	spécialisé	2	24	inspectrice »
------	----	-------------	------------	---	----	---------------

et

« 2+	27	sous-inspectrice	spécialisé	2	24	sous-inspectrice »
------	----	------------------	------------	---	----	--------------------

sont insérées entre les mentions :

« 2+	27	Infirmier gradué en chef ou infirmière graduée en chef	spécialisé	2+	29	infirmier gradué en chef »
------	----	--	------------	----	----	----------------------------

et

« 2+	25	gradué ou graduée	administratif	2+	29	analyste de programmation »;
------	----	-------------------	---------------	----	----	------------------------------

3° les mentions :

« 2+	25	gradué ou graduée	spécialisé	2	24	inspectrice »
------	----	-------------------	------------	---	----	---------------

et

« 2+	25	gradué ou graduée	spécialisé	2	24	sous-inspectrice »,
------	----	-------------------	------------	---	----	---------------------

sont supprimées.

CHAPITRE III. — *Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française*

Art. 35. Au tableau repris à l'article 30, la mention "administrateur général adjoint 160/1" est insérée entre les mentions "administrateur général 161/1" et "directeur général 160/1".

Art. 36. L'article 31 n'est pas applicable.

Art. 37. A l'article 34, les mentions "inspectrice 270/3S" et "sous-inspectrice 270/3S" sont insérées après la mention "infirmier en chef 270/3S".

Art. 38. A l'annexe IV,

1° la mention :

« administrateur général adjoint 1 »

est insérée entre les mentions :

« administrateur général administrateur général 1 »

et

« directeur général commissaire général au tourisme 1 »;

2° les mentions :

« inspectrice inspectrice 3 »

et

sous-inspectrice sous-inspectrice 3 »,

sont insérées entre les mentions

« infirmier gradué en chef infirmier gradué en chef 3 »

et

gradué ou gradué principal analyste de programmation 3 »;

3° les mentions

« gradué ou gradué principal inspectrice 3 »

et

« Gradué ou gradué principal Sous-inspectrice 3 »,

sont supprimées.

CHAPITRE IV. — *Autres modalités d'application*

Art. 39. A l'article 6 alinéa 1^{er} de l'arrêté royal du 2 avril 1975 relatif au congé accordé à certains membres du personnel des services publics pour accomplir certaines prestations au bénéfice de groupes politiques reconnus des assemblées législatives nationales, communautaires ou régionales ou au bénéfice des présidents de ces groupes, il y a lieu de lire « à l'Office » au lieu de « à la Trésorerie concernée ».

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires, abrogatoires et finales*

Art. 40. Les arrêtés suivants sont abrogés :

1° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 28 mars 1991 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

2° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 mars 1991 fixant les échelles de traitement afférentes aux grades particuliers de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Art. 41. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} décembre 1997.

Art. 42. La Ministre-Présidente ayant l'Enfance dans ses attributions et le Ministre de la Fonction publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 janvier 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 98 — 541

[C - 98/29076]

12 JANUARI 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap)

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993, inzonderheid op de artikelen 13 en 96;

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap), zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 19;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 28 maart 1991 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap), zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 mei 1996;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Raad van bestuur van de "Office de la Naissance et de l'Enfance";

Gelet op het protocol nr. 182 van het Onderhandelingscomité van Sector XVII, gesloten op 21 oktober 1997;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 september 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 29 september 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 25 september 1997;

Gelet op de door de Regering na de beraadslaging van 29 september 1997 genomen beslissing waarbij de mededeling van het advies van de Raad van State wordt aangevraagd binnen een termijn die niet langer mag zijn dan één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 17 december 1997, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid het Kind behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 5 januari 1998,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op het statutair personeel van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap), hierna "de Dienst" genoemd.

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 2. Onverminderd de door dit besluit nader bepaalde regels, zijn het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van toepassing op de statutaire personeelsleden van de Dienst.

De bepalingen ter wijziging, aanvulling of vervanging van de bepalingen van de bij vorig lid bedoelde besluiten zijn van rechtswege toepasselijk op het bij artikel 1 bedoelde personeel, behalve als zij betrekking hebben op bepalingen die bij dit besluit worden aangepast.

Voor de toepassing van de hierboven vermelde regels op het personeel bedoeld bij artikel 1, dienen de woorden "Ambtenaren van de Diensten van de Regering", die in bedoelde regels voorkomen, te worden vervangen door de woorden "statutaire personeelsleden".

HOOFDSTUK II. — Nadere regels voor de toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap

Art. 3. Artikel 1 dient te luiden als volgt :

« Artikel 1. Statutair personeelslid van de Dienst is ieder personeelslid dat er, in vast dienstverband, tewerkgesteld is. »

Art. 4. In artikel 2, dient paragraaf 1 te luiden als volgt :

« § 1. Ieder statutair personeelslid wordt benoemd in een graad, overeenkomstig de tabel als bijlage II bij dit besluit, dat hem in een rang en een categorie situeert en die hem machtigt tot het bekleden van één van de betrekkingen bepaald in de personeelsformatie van de Dienst die overeenstemt met die graad. »

In hetzelfde artikel dient paragraaf 2, 1° te luiden als volgt :

« in niveau 1 : vijf rangen aangeduid met de nummers 10 tot 12 en 15 tot 16. »

Art. 5. Artikel 3 is niet van toepassing.

Art. 6. Artikel 6 dient te luiden als volgt :

« Artikel 6. De categorie van de ambtenaren-generaal bestaat uit de ambtenaren bekleed met een graad die is ingedeeld in de rangen 16 tot 15. »

Art. 7. De artikelen 7 tot 10 zijn niet toepasselijk.

Art. 8. Artikel 11 dient te luiden als volgt :

« Artikel 11. Binnen de Dienst is er een Directieraad die bestaat uit ambtenaren die bekleed zijn met de graden ingedeeld in de rangen 16, 15 en 12.

Hij wordt voorgezeten door de administrateur-generaal of, bij afwezigheid of verhindering van deze, door de adjunct-administrateur-generaal.

Elke individuele beslissing die door de Directieraad wordt genomen ten opzichte van een personeelslid gebeurt bij geheime stemming. »

Art. 9. Artikel 12 is niet toepasselijk.

Art. 10. Artikel 16 dient te luiden als volgt :

« Artikel 16. Het Bureau kan elke betrekking van de laagste rang van elk niveau vacant verklaren, die definitief onbezet staat of elke betrekking van dezelfde rang die binnen de zes komende maanden definitief onbezet zal blijven, ten einde er door werving in te voorzien. »

Art. 11. In artikel 19, dient lid 2 van paragraaf 1 te luiden als volgt :

« Zij worden in dienst geroepen als stagiair, met het genot van al hun administratieve en geldelijke rechten, uiterlijk de eerste dag van de derde maand die volgt op die waarin de Vaste Wervingssecretaris de geslaagden ter beschikking van de Dienst heeft gesteld. »

In hetzelfde artikel, dient paragraaf 2 te luiden als volgt :

« De stagiair ressorteert tijdens zijn stage onder de administrateur-generaal. Hij volbrengt zijn stage overeenkomstig artikel 24. »

Art. 12. Artikel 23 dient te luiden als volgt :

« Artikel 23. § 1. De stage van de kandidaten voor de niveaus 1 en 2+ wordt volbracht onder het meesterschap van een Stagecollege, bestaande uit :

- de administrateur-generaal;
- de adjunct-administrateur-generaal;
- de onmiddellijke hiërarchische meerdere van ten minste rang 15 onder wiens gezag de stagiair gesteld is.

§ 2. De stage van de kandidaten voor de andere niveaus wordt volbracht onder het gezamenlijk meesterschap van een stagemeeester en de onmiddellijke hiërarchische meerdere.

§ 3. Er wordt een stagemeeester door het Bureau aangesteld onder de ambtenaren van de Dienst bekleed met een graad van ten minste rang 10 die een vormingsprogramma hebben gevolgd waarvan de inhoud wordt bepaald door de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Algemene Dienst Ambtenarenzaken van de Diensten van de Regering. »

Art. 13. Artikel 28 dient te luiden als volgt :

« Artikel 28. In het in artikel 26, 1° bedoelde geval wordt de stagiair door de tot benoemen bevoegde overheid tot statutair personeelslid benoemd in de graad waarvoor hij zich kandidaat heeft gesteld. Hij wordt aangewezen voor een betrekking van zijn graad en van zijn categorie die in de personeelsformatie van de Dienst bestaat. »

Art. 14. In artikel 29, dient lid 2 te luiden als volgt :

« Indien de toelating tot de stage wordt vertraagd omdat een onderzoek geboden is om uit te maken of de stagiair van onberispelijk gedrag is en de stagiair in de Dienst door één of meer na hem gerangschikte geslaagden van hetzelfde vergelijkend examen voorbijgegaan is, dan neemt hij echter rang in op de datum waarop die geslaagde of de best gerangschikte van die geslaagden zijn stage heeft aangevat. »

Art. 15. Artikel 37 dient te luiden als volgt :

« Artikel 37. Behoudens wat de bevordering in een vlakke loopbaan betreft, kan het Bureau elke betrekking vacant verklaren, die onbezet staat of elke betrekking die binnen de zes komende maanden definitief onbezet zal blijven, ten einde er door bevordering, door verandering van graad, door verandering van categorie of door overplaatsing in te voorzien. »

Art. 16. De artikelen 46, 47 en 48 zijn niet toepasselijk.

Art. 17. Paragraaf 2 van artikel 49 is niet toepasselijk.

Art. 18. De artikelen 50 tot 53 zijn niet toepasselijk.

Art. 19. In artikel 69, dient lid 1 te luiden als volgt :

« Onder overplaatsing dient verstaan de wijziging in de dienstaanwijzing van een ambtenaar voor een betrekking van dezelfde graad en dezelfde categorie die in de personeelsformatie van de Dienst bestaat. »

Art. 20. Artikel 71 dient te luiden als volgt :

« Artikel 71. Er wordt een organogram van de Dienst bekendgemaakt waarin zijn structuur wordt opgenomen met vermelding van de verantwoordelijken.

Bij elke wijziging van de structuur van de Dienst wordt een nieuw organogram bekendgemaakt. »

Art. 21. Artikel 72 is niet toepasselijk.

Art. 22. Artikel 94 is niet toepasselijk.

Art. 23. Artikel 96 dient te luiden als volgt :

« Artikel 96. Het Bureau neemt de taak waar die aan de hiërarchische meerderen door de artikelen 87, 88 en 90 wordt toegewezen ten aanzien van de ambtenaren-generaal van de Dienst. »

Art. 24. Artikel 97 dient te luiden als volgt :

« Artikel 97. De in artikel 118 bedoelde Raad van Beroep voor ambtenaren-generaal is bevoegd om de beroepen ingesteld in het kader van de evaluatieprocedure voor de ambtenaren-generaal van de Dienst te onderzoeken. De beslissing tot toekenning van de evaluatie wordt door de Regering genomen. »

Art. 25. Artikel 98 dient te luiden als volgt :

« Artikel 98. De evaluatie van de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal geschiedt overeenkomstig de bepalingen van artikel 96. Het recht op beroep wordt evenwel rechtstreeks bij de Regering uitgeoefend die de eindbeslissing neemt. »

Art. 26. Artikel 106 dient te luiden als volgt :

« Artikel 106. Er wordt een Raad van Beroep voor de Dienst ingesteld, die bevoegd is voor de statutaire personeelsleden van de Dienst, behalve de ambtenaren-generaal. »

Art. 27. In artikel 107, dient paragraaf 4 te luiden als volgt :

« § 4. De voorzitter en de plaatsvervangend voorzitter uit welke de Raad van Beroep bestaat die bevoegd is voor de ambtenaren van de Diensten van de Regering, nemen dezelfde functies waar binnen de Raad van Beroep bedoeld bij artikel 106. »

In hetzelfde artikel, dient paragraaf 5 te luiden als volgt :

« § 5. De assessoren en de plaatsvervangende assessoren worden voor de helft aangewezen door de vakorganisaties die in het Onderhandelingscomité van Sector XVII zijn vertegenwoordigd naar rato van één assessor en twee plaatsvervangende assessoren per vakorganisatie. Voor de andere helft worden zij door de Regering aangewezen.

De assessoren worden gekozen onder de statutaire personeelsleden van de Dienst, die ten minste 35 jaar oud zijn en tien jaar dienstanciënniteit tellen. Bij gebrek aan statutaire personeelsleden die aan deze voorwaarde voldoen, kan ervan afgeweken worden. Zij mogen geen vermelding van ongunstige evaluatie noch een vermelding van evaluatie "met voorbehoud" hebben gekregen. »

Art. 28. Artikel 119 is niet toepasselijk.

Art. 29. Artikel 120 dient te luiden als volgt :

« Artikel 120. De betrekkingen in de personeelsformatie van de Dienst worden geglobaliseerd, ten minste op het niveau van de Algemene Diensten van het hoofdbestuur. »

Art. 30. In lid 2 van artikel 124, worden de woorden "onderinspectrice en inspectrice" ingevoegd tussen de woorden "hoofdverpleger" en de woorden "of hoofd-vast afgevaardigde bij de jeugdbescherming".

Art. 31. In punt 5 van artikel 125, worden de woorden "onderinspectrice" en "inspectrice" ingevoegd tussen de woorden "hoofdverpleger" en de woorden "of hoofd-vast afgevaardigde bij de jeugdbescherming".

Art. 32. Artikel 133 is niet toepasselijk.

Art. 33. In bijlage I, wordt de littera "A. Ambtenaren-generaal" vervangen door de volgende littera :

« A. Ambtenaren-generaal.

16. Administrateur-generaal.

16. Adjunct-administrateur-generaal.

16. Directeur-generaal.

15. Adjunct-directeur-generaal. »

Art. 34. In bijlage II,

1° wordt de vermelding :

« 1	16	adjunct-administrateur-generaal	ambtenaar-generaal	1	16	adjunct-administrateur-generaal »
-----	----	---------------------------------	--------------------	---	----	-----------------------------------

ingevoegd tussen de vermeldingen :

« 1	16	administrateur-generaal	ambtenaar-generaal	1	16	administrateur-generaal »
-----	----	-------------------------	--------------------	---	----	---------------------------

en

« 1	16	directeur-generaal	ambtenaar-generaal	1	16	directeur-generaal »;
-----	----	--------------------	--------------------	---	----	-----------------------

2° worden de vermeldingen :

« 2+	27	inspectrice	gespecialiseerd	2	24	inspectrice »
------	----	-------------	-----------------	---	----	---------------

en

« 2+	27	onderinspectrice	gespecialiseerd	2	24	onderinspectrice »
------	----	------------------	-----------------	---	----	--------------------

ingevoegd tussen de vermeldingen :

« 2+	27	gegradueerd hoofdverpleger	gespecialiseerd	2+	29	gegradueerd hoofdverpleger »
------	----	----------------------------	-----------------	----	----	------------------------------

en

« 2+	25	gegradueerde	administratief	2+	29	programmeringsanalist »;
------	----	--------------	----------------	----	----	--------------------------

3° worden de vermeldingen :

« 2+	25	gegradueerde	gespecialiseerd	2	24	inspectrice »
------	----	--------------	-----------------	---	----	---------------

en

« 2+	25	gegradueerde	gespecialiseerd	2	24	onderinspectrice »,
------	----	--------------	-----------------	---	----	---------------------

geschrapt.

HOOFDSTUK III. — *Nadere regels voor de toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap*

Art. 35. In de tabel vermeld in artikel 30, wordt de vermelding "adjunct-administrateur-generaal 160/1" ingevoegd tussen de vermeldingen "administrateur-generaal 161/1" en "directeur-generaal 160/1".

Art. 36. Artikel 31 is niet toepasselijk.

Art. 37. In artikel 34 worden de vermeldingen "inspectrice 270/3S" en "onderinspectrice 270/3S" ingevoegd na de vermelding "hoofdverpleger 270/3S".

Art. 38. In bijlage IV,

1° wordt de vermelding :		
« adjunct-administrateur-generaal		1 »
ingevoegd tussen de vermeldingen :		
« administrateur-generaal	administrateur-generaal	1 »
en		
« directeur-generaal	commissaris-generaal voor toerisme	1 »;
2° worden de vermeldingen :		
« inspectrice	inspectrice	3 »
en		
« onderinspectrice	onderinspectrice	3 »
ingevoegd tussen de vermeldingen :		
« gegradueerd hoofdverpleger	gegradueerd hoofdverpleger	3 »
en		
« gegradueerde of eerstaanwendend gegradueerde	programmeringsanalist	3 »;
3° worden de vermeldingen :		
« gegradueerde of eerstaanwendend gegradueerde	inspectrice	3 »
en		
« gegradueerde of eerstaanwendend gegradueerde	onderinspectrice	3 »,
geschrapt.		

HOOFDSTUK IV. — *Andere nadere regels voor de toepassing*

Art. 39. In artikel 6, lid 1 van het koninklijk besluit van 2 april 1975 betreffende het verlof dat aan sommige personeelsleden in overheidsdienst wordt verleend voor het verrichten van bepaalde prestaties ten behoeve van in de wetgevende vergaderingen van de Staat en van de Gemeenschappen of de Gewesten erkende politieke groepen, respectievelijk ten behoeve van de voorzitters van die groepen, dienen de woorden "in de betrokken Thesaurie" te worden vervangen door "bij de Dienst".

HOOFDSTUK V. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 40. De volgende besluiten worden opgeheven :

1° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 28 maart 1991 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap);

2° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 maart 1991 tot vaststelling van de weddeschalen verbonden aan de bijzondere graden van de "Office de la Naissance et de l'Enfance".

Art. 41. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 december 1997.

Art. 42. De Minister-Voorzitster, tot wier bevoegdheid het Kind behoort, en de Minister van Ambtenarenzaken zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 januari 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

**12 JANVIER 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif à l'exercice d'une fonction supérieure à l'Office de la Naissance et de l'Enfance**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993, notamment les articles 13 et 96;

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E), tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance,

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Vu le protocole n° 183 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 21 octobre 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 septembre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 septembre 1997;